



**PRÉFET  
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
Service Risques Chroniques et Technologiques  
Mission sécurité industrielle  
5 avenue Buffon - CS 96407  
45064 Orleans Cedex 2

Orléans, le 10/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**CENTRAIR (ex DAHER AEROSPACE)**

23 route de Tours  
41400 Saint-Julien-De-Chédon

Références : -  
Code AIOT : 0010001803

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2025 dans l'établissement CENTRAIR (ex DAHER AEROSPACE) implanté 23, route de Tours 41400 Saint-Julien-de-Chédon. L'inspection a été annoncée le 31/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'exploitant nous a indiqué être confronté à un contexte économique difficile.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CENTRAIR (ex DAHER AEROSPACE)
- 23, route de Tours 41400 Saint-Julien-de-Chédon
- Code AIOT : 0010001803

- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site CENTRAIR à Saint Julien de Chédon réalise la fabrication de pièces dans le domaine de l'aviation civile et militaire.

La visite terrain du site sur la thématique des équipements sous pression a porté sur l'atelier comportant les 4 autoclaves et sur le stockage d'azote détenu par la société Air Products en extérieur.

#### Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
2	Dossiers des équipements partie fabrication et exploitation	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
4	Fréquence des inspections périodiques sans PI	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours
5	Fréquence d'une requalification périodique sans PI	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	30 jours
6	Compétence du personnel	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
7	Interventions	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 26	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Liste des appareils à pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 6 III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de ladernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste a la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils a pression.
<b>Constats :</b>  Absence de liste des équipements sous pression fixes.  L'exploitant possède les équipements sous pression fixes suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• 4 ACAFR (autoclaves)</li><li>• 1 récipient (compresseur)</li></ul> Sur site, 2 récipients d'azote sont présents en extérieur et exploités par la société Air products. Ces données font l'objet d'un autre rapport.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Transmettre la liste des équipements sous pression fixes conformément à l'article 6.I de l'arrêté ministériel du 20/11/2017.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

### N° 2 : Dossiers des équipements partie fabrication et exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 6 I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article

L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.

Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :

- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;
- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;
- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage.

Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :

- pour tous les équipements :
- la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;
- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;
- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;
- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;
- pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ;

II. - Ce dossier d'exploitation est transmis au nouvel exploitant lors d'un changement de site ou de propriétaire.

#### **Constats :**

Les dossiers des ACAFR sont incomplets.

Le dossier du compresseur n'a pas été présenté lors de la visite.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Compléter les dossiers d'exploitation des ACAFR (autoclaves) en fournissant les éléments manquants suivants :

- équipement ACAFR n°41815/1
  - plan de contrôle
  - certificat de tarage de la soupape actuellement positionnée sur l'équipement
  - attestation de contrôle de mise en service
  - attestation de requalification périodique du 21/08/2014
  - attestation d'inspection périodique du 19/08/2021
- équipement ACAFR n°A8801

- registre de suivi
- équipement ACAFR n°3168
  - dernière version du plan de contrôle du 20/08/2019
  - attestation de requalification périodique du 25/06/2020
- équipement ACAFR n°A9201

Fournir le dossier de l'équipement sous pression (compresseur) suivant :

- équipement récipient n°4498

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 30 jours

### N° 3 : Accessoires de sécurité

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Conditions générales d'installation

#### **Prescription contrôlée :**

##### Article 3

I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle.

A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible. [...]

V. - Les accessoires de sécurité sont dimensionnés en fonction des conditions de service et des processus industriels mis en œuvre dans les équipements qu'ils protègent.

La technologie retenue pour ces accessoires ainsi que leur position sur les installations sont compatibles avec les produits contenus dans les équipements qu'ils protègent. Ils ne doivent pas en particulier pouvoir être endommagés par des produits toxiques, corrosifs ou inflammables.

Les mesures nécessaires sont prises pour que l'échappement du fluide éventuellement occasionné par leur fonctionnement ne présente pas de danger.

Les conditions de leur installation ne font pas obstacle à leur fonctionnement, à leur surveillance ou à leur maintenance.

#### **Constats :**

Les soupapes des ACAFR n'ont pas été contrôlées car elles n'étaient pas accessibles le jour de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Fréquence des inspections périodiques sans PI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suivi sans plan d'inspection
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 15 I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : -1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ; -2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.  II. - Les récipients mobiles sont en outre vérifiés extérieurement avant chaque remplissage.  III. - Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service. [...]
<b>Constats :</b>  Les équipements ACAFR suivants sont en retard d'inspection périodique :  <ul style="list-style-type: none"><li>• ACAFR marque PECQUET TESSON, n°A8801, PS=9bar, V=22600L</li><li>• ACAFR marque OLMAR, n°3168, PS=11bar, V=78000L</li><li>• ACAFR marque OLMAR, n°A9201, PS=20bar, V=19700L</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Faire réaliser les inspections périodiques des ACAFR suivants :  <ul style="list-style-type: none"><li>• ACAFR marque PECQUET TESSON, n°A8801, PS=9bar, V=22600L</li></ul>

- ACAFR marque OLMAR, n°3168, PS=11bar, V=78000L
- ACAFR marque OLMAR, n°A9201, PS=20bar, V=19700L

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 30 jours

#### N° 5 : Fréquence d'une requalification périodique sans PI

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18

**Thème(s) :** Risques accidentels, Suivi sans plan d'inspection

**Prescription contrôlée :**

##### Article 18

I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :

- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;
  - trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;
  - six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;
  - six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;
  - six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;
  - dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.
- Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.

II. - La requalification périodique d'un équipement sous pression fixe est renouvelée lorsque celui-ci fait l'objet à la fois d'une installation dans un autre établissement et d'un changement d'exploitant.

**Constats :**

Les équipements suivants sont en retard de requalification périodique :

- ACAFR marque SCHOLTZ, n°41815/1, PS=10bar, V=122800L. Cet équipement était en arrêt



- d'exploitation le jour de la visite d'inspection.
- Réceptacle marque RNOT, n°4498, PS=10 bar, V=300L.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est rappelé à l'exploitant que l'équipement qui a été présenté hors exploitation le jour de l'inspection, ne doit pas être remis en exploitation avant obtention d'un contrôle de requalification périodique valide.

Faire réaliser la requalification périodique du compresseur RNOT n°4498, PS=10 bar, V=300L datant de 1991 et transmettre l'attestation associée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 30 jours

**N° 6 : Compétence du personnel**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

**Article 5**

I. - L'exploitant dispose du personnel nécessaire à l'exploitation, à la surveillance, et à la maintenance des équipements. Il fournit à ce personnel tous les documents utiles à l'accomplissement de ces tâches.

Le personnel chargé de l'exploitation et celui chargé de la maintenance d'équipements sont informés et compétents pour surveiller et prendre toute initiative nécessaire à leur exploitation sans danger.

Pour les équipements répondant aux critères de l'article 7, le personnel chargé de l'exploitation est formellement reconnu apte à cette conduite par l'exploitant et périodiquement confirmé dans cette fonction.

II. - L'exploitant fournit les moyens humains et matériels nécessaires aux opérations de contrôle.

**Constats :**

L'exploitant n'a pas fourni la liste du personnel habilité à utiliser les 4 ACAFR.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Fournir la liste du personnel habilité à exploiter les 4 ACAFR.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

**N° 7 : Interventions**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 26

**Thème(s) :** Risques accidentels, Interventions

**Prescription contrôlée :**

**Article 26**

Au cours de son exploitation, un équipement peut faire l'objet d'interventions. Il peut s'agir de réparations ou de modifications.

Une intervention peut être importante, notable ou non notable.

Les critères permettant de classer les interventions sont précisés dans un guide professionnel approuvé par décision du ministre chargé de la sécurité industrielle, après avis de l'Autorité de sûreté nucléaire pour les équipements sous pression implantés dans le périmètre d'une installation nucléaire de base (INB), publiée au Bulletin officiel du ministère chargé de la sécurité industrielle.

**Constats :**

L'exploitant a déclaré que les ACAFR n'ont pas subi d'intervention. Cette information est contraire à celle indiquée dans le courrier de l'exploitant daté du 26/09/2024, en réponse à un courrier de la Dreal émis à la suite d'un incident sur l'un des ACAFR. Le nombre et la nature des réparations n'ont pas été précisés.

Aucune intervention n'a été tracée dans les registres de suivi des ACAFR.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Indiquer les types d'interventions réalisées sur les équipements ACAFR. Le cas échéant, l'exploitant doit indiquer le caractère notable, important ou non notable de celles-ci soit en s'appuyant sur le guide AQUAP 99/12 révision 8 "classification des interventions sur les équipements sous pression soumis à la réglementation française", soit en faisant appel à un organisme habilité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 30 jours